

DÉCLARATION DE M. NICOLAS SARKOZY, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LA POLITIQUE MENÉE FACE À LA CRISE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE, À TOULON LE 1ER DÉCEMBRE 2009.

1 DECEMBER 2009 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Monsieur le Président de la Région,
Monsieur le Maire de Toulon, cher Hubert,
Mesdames et Messieurs les élus,
Et si vous me le permettez, chers amis,
C'était donc le 25 septembre 2008 ici même à Toulon.

La crise financière qui couvait depuis des mois venait subitement de s'aggraver. Une banque américaine venait de faire faillite déclenchant une crise de confiance dans le monde absolument sans précédent. Chaque jour grandissait la menace que les banques ne pourraient plus se financer. L'argent ne circulait plus. Le prêteur avait peur de prêter et l'emprunteur peur de ne pas pouvoir rembourser. Les risques brusquement devenaient si grands que plus personne ne voulait en prendre. Le monde se trouvait à la merci d'une panique qui de proche en proche pouvait provoquer l'effondrement de tout le système bancaire mondial incapable de rembourser les dépôts.

C'est dans ce contexte dramatique que j'ai voulu m'adresser aux Français pour leur dire la vérité alors que tant de voix m'appelaient à ne rien dire parce qu'en disant la vérité, me conseillait-on, j'aurais pris le risque d'aggraver l'inquiétude et donc de précipiter davantage la crise.

Moi je pense que l'on ne gagne pas la confiance par le mensonge.

J'étais convaincu au contraire qu'il fallait prendre le risque de dire la vérité aux Français pour que la parole publique reste crédible au milieu de la tempête, car il ne restait plus que la parole publique.

De Toulon, je m'adressais donc à vous mes chers Compatriotes. Je vous ai dit combien cette crise était grave, qu'il s'agissait d'une crise mondiale et que la France ne serait pas à l'abri.

Je vous ai donné ma parole que l'État ferait son devoir, que l'État protégerait vos économies, que l'Etat ne laisserait aucune banque faire faillite car c'est de cela même que nous parlions il y a 14 mois.

Ce n'était pas si évident de vous dire cela, après trente ans de désengagement de l'État dans la politique économique, après trente ans de triomphe de l'idéologie des marchés censée avoir toujours raison, après trente ans pendant lesquels l'État avait passé plus de temps à dépenser de l'argent pour réparer les conséquences des difficultés économiques que pour en supprimer les causes. Et de ce côté-là convenons que gauche, droite, chacun en a sa part.

Ce n'était pas si évident pour la France d'être le premier pays à s'engager aussi nettement dans cette voie alors que tant de pays, y compris en Europe, ne voulaient pas entendre parler d'aide publique aux banques et aux entreprises, ne voulaient pas entendre parler de régulation et ne voulaient pas entendre parler de relance.

Le temps n'est pas à l'autosatisfaction, qui serait choquante, alors que le chômage continue d'augmenter et que tant de nos compatriotes se débattent dans les difficultés.

Mais au bout d'un an, j'ai éprouvé le besoin de vous rendre compte de ce qui a été mis en oeuvre.

Ici, à Toulon, il y a 14 mois, j'ai posé un diagnostic.

Où en sommes-nous ? Qu'avons-nous fait ? Que reste-t-il à faire ?

Je voudrais reprendre si vous me le permettez, les engagements qu'au nom de la France, de l'Etat, j'avais pris ici à Toulon. Et je voudrais vous dire que ces engagements ont tous été scrupuleusement tenus. J'avais pris un engagement qui avait beaucoup fait polémique : aucune banque ne ferait faillite, aucun dépôt ne serait perdu. Parce qu'on voyait arriver les gens affolés pour leur économie, pour aller au guichet de leur banque demander qu'on les rembourse. Le monde a connu cela.

En sauvant les banques, ce sont les économies et les emplois de tous les Français qui ont été sauvés. En apportant aux banques françaises des fonds propres et en garantissant leur refinancement, l'intervention de l'État a permis que le secteur bancaire puisse continuer à fonctionner. Les sommes

engagées par l'État, et j'en ai pris la responsabilité, ont été énormes. Je me souviens parfaitement de la polémique, on disait que le Président faisait valser les milliards pour les banques et qu'est-ce qu'il y avait pour nous ? Aujourd'hui, on peut faire le bilan, le plan bancaire français, qui a sauvé les banques et vos économies, n'a pas coûté un centime d'euro au contribuable français, pas un seul. C'est un engagement que j'avais pris, mieux que cela, il est venu le temps pour moi de rendre des comptes, le plan bancaire français a rapporté aux finances publiques 2,2 milliards puisque l'argent qu'en votre nom nous avons prêté aux banques, nous a rapporté les intérêts de cet argent. D'ores et déjà sur la vingtaine de milliards d'euros que nous avons engagés, treize ont été remboursés par les banques françaises. J'avais promis qu'aucune banque ne ferait faillite, qu'aucun d'entre vous ne devrait aller chercher ses économies ou ne serait spolié, et que le plan bancaire ne coûterait pas un centime au contribuable. Les résultats sont là, il ne s'agit pas d'autosatisfaction, il s'agit, mes chers compatriotes, de savoir qui a dit la vérité au moment où la crise frappait le plus fort.

Alors on me dit, mais pourquoi vous n'êtes pas devenu actionnaire des banques ? Dois-je comprendre qu'il fallait que moi aussi je joue à la bourse avec votre argent ? Que je ramasse les actions des banques à la corbeille pour devenir actionnaire minoritaire. C'est cela qu'on voulait que je fasse de votre argent. J'ai voulu sauver les banques et je n'ai pas voulu que l'Etat fasse le métier des banques à la place des banques. Et moi-même qui au nom de la France, dénonçait le capitalisme de la spéculation et du court terme en achetant des actions des banques en pleine crise, qu'est-ce que j'aurais fait si ce n'est de la spéculation et du court terme ?

Alors d'autres me disent pourquoi vous n'avez pas nationalisé les banques. Moi j'aimais mieux l'époque de François MITTERRAND qui disait ni/ni. Au moins il avait compris quelque chose. Vous pensez que si j'avais nationalisé les banques, mis un fonctionnaire à la tête de toutes les banques, cela aurait mieux été pour l'économie française ? Vous pensez vraiment que cela aurait sauvé notre économie ?

En vérité, nous n'avons racheté qu'une seule banque, la banque Dexia, la banque des collectivités locales. Parce qu'elle était dans une situation où il fallait la sauver et je ne le regrette pas. Mais on ne peut pas à la fois demander aux banques de mieux faire leur métier en analysant mieux le risque de non remboursement et les obliger à prêter n'importe comment.

Dans le même temps, je sais parfaitement qu'il y a eu un resserrement du crédit des banques qui a été dans bien des cas inacceptable selon cette détestable habitude qui consiste à vouloir prêter à ceux qui n'en n'ont pas besoin et qui fait que des périodes de bulle, où l'on prête n'importe comment à n'importe qui, sont suivies de périodes de restriction où l'on ne prête plus à personne.

C'est la raison qui nous a amené avec Christine LAGARDE à créer un Médiateur du Crédit. Cela ne devait pas être une si mauvaise idée puisque Madame MERKEL vient de décider aujourd'hui même de doter l'Allemagne d'un Médiateur du Crédit. Je me réjouis que l'Allemagne prenne la même décision que nous. Nous l'avons prise l'année dernière. Cette méthode nouvelle a permis de traiter 11 700 cas d'entreprises qui avaient un désaccord avec leurs banques. Nous avons trouvé sur les 11 700 cas une issue favorable pour plus de 8 000 entreprises sauvant ainsi 160 000 emplois.

Après la crise financière, nous nous sommes trouvés confrontés, et je vous l'avais dit aussi à Toulon, car c'était évident, à une crise économique sans précédent. Il y a eu d'abord la crise financière, puis la crise économique. Et il fallait à tout prix éviter que ne s'enclenche le cercle vicieux qui conduirait inmanquablement à la dépression qui était en vérité le scénario de la Grande crise des années 30, crise financière, récession économique, moins de crédits, plus de rigueur, et à l'arrivée la catastrophe.

C'est la raison pour laquelle nous avons décidé avec le Premier ministre, et ce n'était pas un choix facile, de mobiliser l'arme budgétaire alors même que je n'ignore nullement que le budget de la France est en déficit depuis plus de 30 ans. Qu'est-ce qui s'est passé ? Nous avons fait face à une perte des recettes fiscales sans précédent. 55 milliards d'euros de recettes fiscales en moins. Est-ce que vous imaginez cela ? Je dis d'ailleurs aux élus que l'Etat a perdu 55 milliards d'euros de recettes fiscales et quand je discute avec les élus des dotations que l'Etat doit verser aux collectivités, on me dit que l'Etat nous donne ce qu'il nous donnait l'année dernière plus l'inflation. L'Etat a perdu avec la crise 55 milliards d'euros de recettes fiscales. Et j'ai choisi une décision lourde, j'ai refusé toute augmentation d'impôts pour compenser cette perte de recettes.

Beaucoup de gens me la conseillaient c'est tellement facile, c'est ce que l'on fait dans notre pays depuis

tant d'années. Il y a un trou dans les recettes, une méthode, l'augmentation d'impôts avec cela nous avons les impôts les plus forts d'Europe, les dépenses publiques les plus élevées d'Europe et une croissance trop faible et un chômage trop élevé.

J'avais promis que nous ne ferions pas comme les autres et que nous n'augmenterions pas les impôts. Je mets au défi quiconque de démontrer que cet engagement n'aurait pas été tenu. Mais nous avons été plus loin, j'ai voulu la création d'un poste de Ministre de la Relance. Patrick DEVEDJIAN est là et nous avons décidé, alors que nous avons 55 milliards de recettes fiscales en moins, d'engager un plan de relance, parce que ma conviction c'est que dans la crise si vous faites la rigueur, vous avez la crise plus la rigueur donc à l'arrivée encore plus de crise.

Et nous avons donc décidé d'injecter 13 milliards d'euros d'investissements directs depuis un an dans l'économie. A ce moment là il y a eu plusieurs débats, quelle stratégie de relance choisir, nous avons fait un choix, chère Christine LAGARDE, le choix de la relance par l'investissement. Pourquoi ? Parce qu'en contrepartie d'un endettement supplémentaire qui sert à financer ces investissements il y a une accumulation d'actifs et de revenus futurs alors qu'en contrepartie de l'endettement qui sert à financer une relance par la consommation, il n'y a rien. Si vous faites couler de l'eau dans le sable, cela humidifie le sable et quand cela sèche il ne reste rien. Si vous mettez l'eau dans un récipient ou vous le conservez, vous avez l'eau qui est toujours là. Et nous avons fait un choix très clair, deux manifestations de 2 millions de personnes sur les pavés de Paris pour demander au Gouvernement, faites une relance par la consommation et pas par l'investissement. J'ai tenu, j'ai voulu la relance par l'investissement.

Les chiffres, Mesdames et Messieurs, mes chers compatriotes, tout au long de la crise la consommation en France a tenu, par un seul trimestre où la consommation n'ait reculé, parce qu'il y a les stabilisateurs automatiques. En revanche, l'investissement a baissé, le choix de soutenir l'investissement était le seul choix possible.

Les sommes mobilisées ont été engagées dans un temps record. Les trois quarts de l'argent engagé ont été dépensés l'année où cela a été décidé.

La relance de la France, mille chantiers. 7 milliards payés par des crédits budgétaires de l'État. 2,1 milliards investis par les entreprises publiques. 3,8 milliards qui ont été versés aux collectivités locales au titre du Fonds de Compensation de la TVA et 13 milliards d'euros en trésorerie au titre de remboursement de créances fiscales pour les entreprises.

A ces mesures, nous avons l'aide apportée au bâtiment et aux travaux publics, 100 000 logements nouveaux financés, le soutien au secteur automobile. Que n'ai-je entendu quand la France a proposé la prime à la casse, soi-disant j'étais devenu un nationaliste protectionniste, tous les pays ont une prime à la casse. L'automobile c'est 10 % des actifs français.

La prime à la casse a déjà bénéficié à 500 000 véhicules c'est un succès sans précédent.

Nous avons créé un Fonds d'Investissement Stratégique doté de 20 milliards d'euros. A la minute où je vous parle ce Fonds d'Investissement, le fonds souverain à la française a pris 1 milliard de participation au capital dans des entreprises françaises performantes, je ne laisserai pas des entreprises françaises rachetées à la casse par des investisseurs étrangers dont je ne connaîtrais pas les intentions au prétexte que la bourse avait baissé en pleine crise. Voilà le choix stratégique que j'ai voulu.

Je me souviens de l'énergie qu'il a fallu développer pour convaincre que je ne n'étais pas devenu socialiste, interventionniste, nationaliste, protectionniste, parce que je voulais un fonds souverain à la française, parce que je pense que l'investissement que nous mettons sur la table pour sauver des PME innovantes françaises. C'était quand même mieux que, mes chers compatriotes, vous vous réveilliez le lendemain de la crise avec les grandes entreprises françaises ou les PME les plus innovantes rachetées à l'encan, parce que la bourse qui avait un coup au moral avait baissé et qu'il était facile de racheter avec des capitaux venus de je ne sais où, pour objectif, que l'on connaît plus de rentabilité financière, le dépeçage et après la délocalisation après que l'on ait pillé les brevets technologiques.

Et puis nous avons également choisi de tout faire pour soutenir l'emploi, je le dis alors que le chômage augmente. Comment nous avons fait. Il y a d'abord la mesure d'Hervé NOVELLI, « Zéro charge » pour les très petites entreprises, toutes les très petites entreprises qui embauchent depuis le début de la crise un employé « zéro charge ».

Mes chers compatriotes, à la minute où je parle 650 000 travailleurs bénéficient de ce dispositif.

En un an ce dispositif a bénéficié à 650 000 travailleurs. Je ne dis pas que s'il n'avait pas existé certains

.....
d'entre eux n'auraient pas malgré tout trouvé du travail. Mais quand même, une mesure simple, une mesure rapide, une mesure immédiate comprise par tout le monde.

Je pense à ce que nous avons fait pour l'activité partielle, que je me refuse à appeler le chômage partiel. Il y en a assez de dire, « qu'est-ce que tu fais ? ». Je suis au chômage partiel, non en activité partielle. Revalorisons le travail. 300 000 travailleurs qui sont en activité partielle, c'est quand même mieux que de les mettre au chômage et pendant qu'ils ne sont pas dans l'entreprise, ils travaillent pour une formation.

Nous n'avons pas voulu laisser sur le bord du chemin les plus modestes, 3 milliards d'euros ont été versés aux familles les plus modestes. 5 millions de ménages ont bénéficié de la suppression de l'impôt sur le revenu, ou d'une réduction de l'impôt sur le revenu. 2 milliards d'euros ont été versés au titre de la prime de solidarité active, c'est la mise en place du RSA par anticipation et je veux au point où j'en suis saluer le sens des responsabilités dont les partenaires sociaux ont fait preuve, syndicats et patronat. Franchement, dans la crise patronat comme syndicats de salariés ont été responsables, crédibles, mesurés, la France peut être fière de son mouvement syndical et de ses organisations de chefs d'entreprises. J'aurais aimé que la démocratie politique et les partis politiques produisent un débat d'aussi grande qualité que celui que le Gouvernement a pu avoir avec les partenaires sociaux. Ce n'était pas simple, il n'y a eu aucune démagogie des syndicats et lorsqu'il a fallu gérer des situations violentes et sensibles, le Gouvernement a été bien heureux de pouvoir dialoguer en confiance avec des partenaires avec qui nous ne partageons pas naturellement tout, mais qui se sont avérés des partenaires très responsables.

Alors regardons ce qui se passe dans le monde et essayons d'en tirer un certain nombre de conclusions. La crise a fait des ravages aux Etats-Unis, au Japon c'est la déflation, en Angleterre et en Espagne c'est l'effondrement, quand à nos amis Allemands c'est très simple la récession est deux fois plus importante qu'en France, sans parler de l'Islande qui est en situation de quasi-faillite. L'activité en France a reculé moins qu'ailleurs et elle s'est remise à croître dès le 2^e trimestre de cette année. Nous avons moins détruit d'emplois et notre chômage a moins augmenté. Je ne dis pas cela par autosatisfaction naturellement, je demande simplement, mes chers compatriotes, qu'avec honnêteté chacun réfléchisse à ceci, si la France avait connu deux fois plus de chômeurs que l'Espagne et l'Angleterre, puisque l'Espagne et l'Angleterre ont une augmentation du chômage deux fois plus rapide que la nôtre, ils ont doublé. Est-ce qu'une seule personne ici ne viendrait pas dire que fait le Gouvernement. La récession cette année en France de - 2, - 2,1, elle sera en Allemagne de - 5, si cela était l'inverse, mes chers compatriotes, qui, ici pourrait se lever en me disant ce n'est pas au Président de la République qu'on viendrait demander des comptes.

J'accepte bien volontiers les conseils d'où qu'ils viennent, quand aux critiques c'est la règle de la démocratie. Mais quand on voit que la France aura la plus petite récession des pays européens et repart plus fort et avant les autres, on doit quand même honnêtement se dire que la politique économique conduite y est pour quelque chose, surtout avec un Ministre de l'Economie qui vient d'être désigné meilleur ministre de l'Economie en Europe.

Je veux que chacun me comprenne, je suis bien conscient des souffrances et des difficultés et pas satisfait de voir le chômage qui augmente, mais à un moment donné je suis bien obligé de dire la vérité aux Français et de remettre les points sur les « i », cela fait du bien à tout le monde.

Par ailleurs, le plan de relance, on l'a beaucoup critiqué, je parle sous le contrôle des parlementaires qui sont ici. Que n'ai-je entendu sur le plan de relance français, il n'était pas assez fort, il ne donnait pas la priorité à la consommation et il fallait que je m'inspire de ce qui se passe aux Etats-Unis, c'est curieux je n'entends plus la même chose aujourd'hui. Mieux j'observe que ce sont les mêmes qui aujourd'hui hurlent le plus fort contre les déficits, qui, hier voulaient doubler le plan de relance et le diriger sur la consommation.

Il y a quelques mois, je ne dépensais pas assez d'argent dans le plan de relance, je ne soutenais pas assez la consommation. Aujourd'hui, les mêmes viennent me dire : attention, il y a trop de déficits. Mais qu'en serait-il du déficit si j'avais voulu soutenir la consommation et si j'avais doublé le plan de relance. Qu'en serait-il ? Quelle serait notre situation aujourd'hui ? Je pense qu'un peu d'honnêteté doit conduire à reconnaître que la politique économique qui a été conduite a été adaptée à la situation de la France.

Pourquoi ? Parce qu'en situation de crise, il faut savoir garder son sang froid, réagir tout de suite mais ne pas surréagir et ne pas sous réagir.

J'ajoute qu'il faut maintenant que l'on se mette en situation de comprendre la réalité du monde. Depuis le début de la crise le montant total des dettes publiques dans le monde aurait augmenté de 15 000 milliards de dollars. Mais là encore, la France enregistre des résultats meilleurs que la plupart des autres pays développés, meilleurs que l'Angleterre, meilleurs que l'Espagne, meilleurs que les Etats-Unis, meilleurs que le Japon et si l'on fait la comparaison avec l'Allemagne, on constate que le déficit a augmenté dans les mêmes proportions dans les deux pays. Et surtout, je voudrais que l'on comprenne une chose : si les Etats n'étaient pas intervenus alors que la panique s'emparait du monde, l'économie mondiale, mes chers compatriotes, se serait effondrée et si l'économie mondiale s'était effondrée, les finances publiques auraient été dans une situation bien pire qu'aujourd'hui. Il n'y avait pas de choix dans la crise que nous avons connue. Il fallait que les Etats fassent un rempart pour que cela tienne et si cela n'avait pas tenu, les finances publiques auraient explosé.

Pour l'avenir, je vais prendre mes responsabilités et je vous demande de juger entre ce que je dis, ce que fait le Gouvernement et les résultats que nous obtenons et que nous obtiendrons. Je le dis solennellement aux Français : nous allons continuer à soutenir l'économie et je n'accepterais pas une politique de rigueur. Pourquoi ? Parce qu'il serait profondément déraisonnable de considérer, que les indices économiques commençant à s'améliorer, la crise est derrière nous et qu'il n'y a plus de risque. Je vous demande de réfléchir mes chers compatriotes à ceci : la mise en place simultanément dans tous les pays de politiques de rigueur, de politiques de restriction n'auraient aujourd'hui qu'un seul effet, casser la reprise et replonger le monde entier dans la récession. Je vous supplie de comprendre cela. On a cassé la spirale de la chute mais c'est fragile. Il y a un peu de feu sous la cendre et on commence à voir des braises mais nous n'avons pas encore de flammes dans l'âtre. Si nous tenons tous le discours de la restriction du crédit et de la rigueur, la chaleur qui est revenue dans le foyer va partir. La crise repartira et à ce moment là, plus personne ne sera là pour contrôler les choses. Ce constat, mes chers compatriotes, je ne suis pas le seul à le faire. Au dernier Sommet du G20, à Pittsburg, cela représente quand même 85 % du PIB mondial, les 20 chefs d'Etat et de Gouvernement présents de gauche comme de droite ont tous fait le même constat.

J'ajoute qu'en aucun cas je ne prendrais le chemin des augmentations d'impôt. C'est un mal français. Je veux juguler les délocalisations, améliorer la compétitivité du pays, alléger le poids de la fiscalité qui pèse sur le travail. Il n'y a aucune espèce d'avenir pour l'augmentation d'impôt. Ce que je dis pour l'Etat, je conseille aux collectivités territoriales de retenir la même stratégie, parce que ce sont les mêmes contribuables. On ne peut pas avoir d'un côté l'Etat qui n'augmente pas les impôts et de l'autre les régions, les départements ou les communes qui auraient une politique fiscale déraisonnable. Parce que les gens ne peuvent pas supporter des augmentations d'impôt tellement différentes de l'augmentation de leur propre revenu, chacun doit le comprendre, chacun doit l'accepter.

Enfin, je sais parfaitement que la crise sera terminée lorsque les statistiques du chômage diminueront. Il faudra rembourser nos dettes, réduire notre déficit et notre endettement. Mais comment peut-on le faire ? On peut le faire en investissant dans des dépenses d'avenir qui produiront plus de croissance et des revenus pour demain. Il y a un chiffre absolument effrayant : en 2007 la France est devenue de tous les pays d'Europe la championne de la dépense publique puisque nous sommes passés devant les Suédois. Il n'y a pas un pays d'Europe qui dépense plus pour fonctionner que la France par rapport à sa richesse nationale. Mais écoutez bien cela : « dans le même temps où nos dépenses publiques croissaient, nos dépenses d'investissement se réduisaient de 40% ». Voilà le mal économique français. Voilà pourquoi je veux le grand emprunt pour financer des investissements pour nos universités, pour notre recherche, pour les énergies renouvelables, pour la santé, pour les fonds propres des PME. Pour que demain la France crée davantage de richesses, je ne crois pas au partage du temps de travail. Je crois à la création de richesses, je crois au travail, je crois à l'innovation, à la société de la connaissance et je pense que la France doit tourner le dos aux dépenses récurrentes de fonctionnement pour investir massivement.

J'ajoute un autre point c'est que la crise doit être un encouragement à poursuivre les réformes. La réforme n'est pas un jouet idéologique pour moi, c'est un choix de raison. La crise, mes chers

compatriotes ne diminue pas la nécessité du changement, elle l'accroît. La crise ne doit pas pousser à l'attentisme, la crise exige que l'on aille plus loin, que l'on voit plus loin et que l'on anticipe. La crise nous oblige à imaginer autre chose, la crise rend possible ce qui est inimaginable dans les temps ordinaires. L'économie de la connaissance, c'est pour cela que nous avons fait le triplement du crédit impôt-recherche, l'autonomie des universités. Je souhaite pour la France les meilleures universités du monde. Et c'est la première fois cette année que dans le fameux classement de Shanghai, enfin, ce que l'on attendait depuis vingt ans, les universités françaises remontent.

Le maintien d'une base industrielle, un capitalisme de production, la réhabilitation du travail. Voilà ce que nous allons faire et voilà pourquoi nous nous lançons dans cela.

La semaine prochaine j'annoncerai le détail du plan d'investissement, mais je veux que vous compreniez, là-aussi parce que je sais que beaucoup de Français s'inquiètent de notre dette publique, je voudrais qu'au moins la crise nous serve à réfléchir et pas simplement avoir des réflexes en quelque sorte pavloviens.

Malgré cette dette publique, on ne doit pas craindre d'emprunter si c'est pour financer des investissements qui rapporteront plus qu'ils ne vont coûter. La question n'est pas l'endettement, la question c'est qu'est-ce que l'on en fait ? Si l'on s'endette pour avoir des meilleures infrastructures, des meilleures universités, des meilleurs équipements, que nos entreprises soient plus compétitives, une meilleure recherche dans la santé. Vous produirez tôt ou tard les revenus de cet investissement. Si l'on s'endette pour payer des prestations sociales, on condamne le pays à la faillite. Donc le vrai débat, mes chers compatriotes, n'est pas de savoir est-ce que l'on peut s'endetter ou pas, le vrai débat est de savoir est-ce que l'on s'endette pour préparer l'avenir et les investissements du futur qui vont rapporter de la croissance et de la richesse à la France ou si l'on attend les bras croisés que le ciel nous tombe sur la tête. Voilà ce que je souhaite pour notre pays. C'est un sujet absolument considérable.

Alors, cela va nous amener à des rendez-vous difficiles. La réforme de la taxe professionnelle a été votée ou quasiment. Je sais bien que les élus, certains d'entre-eux, ont été inquiets. Mais mes chers compatriotes, je veux que vous compreniez une chose : les collectivités territoriales ne sont pas délocalisables, les usines, oui. La taxe professionnelle n'existe nulle part ailleurs en Europe. M. MITTERRAND qualifiait la taxe professionnelle il y a vingt ans d'impôt imbécile, il est toujours là. Est-ce que vous imaginez que nous sommes le seul pays qui avait un impôt qui frappe les investissements des entreprises ? Est-ce qu'il y a une seule personne qui peut me dire que c'est raisonnable de frapper les investissements des entreprises alors que l'on souffre d'un déficit d'investissement ? Ce n'est pas la peine d'aller se plaindre des délocalisations si l'on continue à taxer les usines avec la taxe professionnelle, pour donner des recettes aux collectivités territoriales qui par ailleurs en ont bien besoin, ce que je peux comprendre, mais qui ne sont pas délocalisables. Je veux une économie de production et pas une économie d'administration.

J'ajoute, tous à gauche ont dit : la taxe professionnelle ce n'est pas bien. Tous à droite on dit : la taxe professionnelle ce n'est pas efficace, pourquoi il me laisse la supprimer ? Parce que c'était difficile. C'est fait. La réforme des collectivités territoriales pourquoi je la veux aussi ? C'est en rapport avec vos emplois et avec la crise. Ecoutez, commune : compétence générale, département : compétence générale, région, compétence générale, Etat : compétence générale, Europe : de plus en plus de compétences, mais vous, contribuables vous payez à tous les niveaux. Cela ne pouvait plus durer, j'ai voulu que cela cesse parce que le contribuable ne peut pas être la vache à lait de tout le monde ! Il y a 20 Mds de dépenses publiques qui sont sur les mêmes niveaux d'intervention du département et de la région. Depuis trente cinq ans que je fais de la politique, tout le monde me dit que plus personne n'y comprend rien y compris les élus. Il était venu le temps d'apporter ces changements. Mais nous aurons d'autres rendez-vous et je suis sûr que ceux qui m'appellent à la rigueur aujourd'hui seront présents quand il faudra parler aux Français de l'avenir de leur retraites par exemple. On verra à ce moment là ceux qui me disent qu'il faut faire des économies, qu'il faut être rigoureux, on verra à ce moment là s'ils ont le courage d'être à mes côtés, au côté du Gouvernement pour expliquer la vraie situation aux Français.

Je le dis comme je le pense, on aura un autre débat, c'est que je ne céderai pas sur le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux qui part à la retraite. J'avais dit les choses de la façon la plus claire pendant la campagne présidentielle. Depuis 1981, la France a créé un million de fonctionnaires en plus.

pendant la campagne précédemment. Depuis 1981, la France a été un modèle de renouveau en plus. Est-ce que vous aviez le sentiment en 1981 de vivre dans un pays sous-administré ? Depuis que je fais de la politique, j'entends parler du malaise enseignant qui est réel. Cela fait vingt ans que le budget de l'Education augmente chaque année. S'il suffit d'augmenter le budget de l'Education pour résoudre le mal-être enseignant, nous devrions avoir les enseignants les plus heureux du monde. Ce n'est pas le cas. Je suis Président de la République depuis deux ans et demi, nous avons supprimé 100 000 postes de fonctionnaires au niveau de l'Etat. Cela ne s'était jamais produit. Et j'ai tenu ma promesse, nous redonnons aux fonctionnaires qui le méritent bien la moitié des économies ainsi réalisées, car les gens qui travaillent plus doivent gagner davantage. On avait un problème gigantesque de paupérisation de la Fonction publique car, naturellement, si on fait le choix de la quantité, on ne peut pas honorer par des salaires décents des gens qui travaillent souvent dur. Mais je suis désolé de constater qu'alors nous avons supprimé cette année 35 000 postes de fonctionnaires, je suis désolé de constater que 38 000 postes de fonctionnaires ont été créés dans les collectivités territoriales, alors que cette année, pas un seul transfert de compétences pour pouvoir le justifier. Comment cela peut fonctionner ? L'Etat, ce n'est pas simplement l'Etat, c'est la sécurité sociale, et c'est les collectivités territoriales. J'appellerai donc à une grande conférence où les collectivités territoriales, la sécurité sociale et l'Etat, nous devons prendre ensemble, vis-à-vis des Français, un même engagement de maîtrise de nos dépenses, de maîtrise dans la création de postes de fonctionnaires pour ne pas peser sur l'économie, sur les entreprises et donc sur vos emplois, des charges que plus personne ne voudra ou ne pourra financer. C'est un enjeu absolument considérable.

Je vous le dis, Mesdames et Messieurs, les choses ne se réduisent pas simplement à la gauche et à la droite, à l'opposition ou à la majorité. C'est simplement ceux qui participeront au débat public. Il y aura ceux qui oseront dire la vérité et l'assumer et en tirer les conséquences et ceux qui voudront faire comme avant. Jouer une petite chanson que personne n'écouterait, parce que les Français, me semble-t-il, en ont plus qu'assez qu'on leur dise des choses et qu'on fasse le contraire. On a besoin de cohérence, de vérité, de clarté, au fond, d'un tout petit peu de courage.

J'ajoute un volet européen et pour terminer aussi une réflexion sur la situation internationale.

Il y a eu la crise, la violence de la crise, les souffrances de la crise. Et puis, il y a eu l'émotion devant des pratiques absolument scandaleuses de bonus effrayants, de parachutes en or, de comportements indécents. J'ai parfaitement pris la mesure de tout ceci. Quand on voit qu'on a peur pour son emploi, que l'Etat garantit une banque et que les quelques dirigeants de ladite banque se versent des bonus qui représentent une vie de salaire, on a la rage.

J'ai voulu que la France soit entendue. Mais comment pouvait-elle être entendue ? En prenant des dispositions nationales avant tous les autres. Et quand, avec Christine LAGARDE, nous avons été à Londres et à Pittsburgh, on y est allé en disant aux autres pays du monde : « ne faites pas ce que l'on dit, faites ce que l'on fait ». Et miracle, en 6 mois on a obtenu la fin des paradis fiscaux. Extraordinaire ! Et une réglementation sans précédent s'agissant du bonus. Je ne pense pas que le combat soit terminé. Mais vous savez ce que cela représente pour moi ? Pour la première fois depuis 50 ans que ce soit un Commissaire européen français qui soit en charge du marché intérieur, y compris les services financiers, y compris pour la City, cela prouve qu'en Europe on a pris les conséquences de la crise. La crise est venue de la dérive d'un modèle anglo-saxon, je veux pour le monde la victoire du modèle européen qui n'a rien à voir avec les excès d'un capitalisme financier.

Imaginez, la bagarre que ce fut mais aujourd'hui c'est l'un de nos compatriotes, Michel BARNIER, qui est en charge du marché intérieur et des services financiers. Vous imaginez le changement ? Il y a un an dans le monde on ne parlait que du modèle anglo-saxon de la finance. Que du modèle anglo-saxon de la banque. C'était de cela dont on parlait.

J'irai dans quelques jours à Copenhague. Je me battrais pour que tous les pays du monde comprennent que le monde est au bord de la catastrophe écologique. Je le dis comme je le pense. Je le dis notamment aux industriels qui sont ici. Bien sûr qu'on a créé la taxe carbone, parce que je pense qu'avoir comme assiette de la fiscalité la pollution, c'est mieux qu'avoir comme assiette de la fiscalité le travail. Mais la France se battra de toutes ses forces pour obtenir aux frontières de l'Europe une Taxe carbone qui frappera les pays qui fabriqueront des produits qu'ils voudront importer chez nous en n'imposant pas à leurs industriels les mêmes contraintes que nous imposons chez nous.

De la même façon, à quoi sert-il d'imposer à nos agriculteurs des règles de traçabilité si on continue à amener en Europe de la viande venant d'autres continents où ils ne savent même pas prononcer le mot traçabilité. Je suis pour la concurrence mais une concurrence loyale. Pour un capitalisme qui soit un capitalisme de production et non pas un capitalisme de spéculation.

Enfin, Mesdames et Messieurs, en 2011, c'est la France qui présidera le G20. Les 20 plus grands pays du monde qui choisissent la France. Alors il y aura bien d'autres chantiers à mener, d'autres combats à mener : l'aide aux pays pauvres. Il y a 500 millions d'Africains qui n'ont pas accès à l'énergie primaire. 500 millions ! Je fais une liaison entre l'aide au développement et la politique d'immigration. La meilleure façon de contenir, de poser une politique d'immigration raisonnable, c'est d'aider ces 500 millions d'Africains à avoir accès à l'énergie primaire chez eux. La révolution écologique, la taxation des transactions financières que la France réclame dans le cadre des financements innovants, un nouveau système monétaire international, un nouveau Bretton-Woods. Là aussi, je me reconnais comme un ami des Américains mais on ne peut pas continuer comme ça. Avec un Euro qui a augmenté de 50 % de sa valeur par rapport au Dollar. Comment voulez-vous que l'on continue à construire en zone Euro et à vendre en zone Dollar ? Avec 50 % de déficit de productivité sur la seule valeur de la monnaie. Comment nos industriels pourront-ils s'en sortir ? Cela demande un nouveau système monétaire international qui est très simple. Qu'au lendemain de la 2ème guerre mondiale, il y avait une seule grande puissance : les Etats-Unis. Il était normal qu'il n'y ait qu'une seule grande monnaie. Aujourd'hui le monde est multipolaire, le système monétaire doit être multimonétaire. On ne peut pas être soumis au diktat d'une seule monnaie dans le monde tel qu'il est. Sinon où allez-vous trouver les réserves de compétitivité, vous les industriels, vous les ouvriers, vous les techniciens, vous les ingénieurs. Si entre le moment où on a créé l'Euro et aujourd'hui, l'Euro a monté de 50 % par rapport au Dollar. Comment voulez-vous qu'on aille vendre des avions aux Etats-Unis alors que dans l'aéronautique les prix de vente se portent en dollars ? On me dit : « qu'est-ce que tu vas parler de sujets compliqués » ? Je ne parle pas de sujets compliqués, je parle du sujet de la vie de tous les jours. Parce que cela concerne vos emplois et le modèle économique dans lequel nous voulons vivre.

Mesdames et Messieurs, mes chers compatriotes, je vous ai parlé avec mon coeur. Je sais parfaitement que je suis attendu. Pas tous les jours, chaque minute. J'en accepte la règle. Mais je voudrais que vous compreniez deux ou trois choses. Je vous dirai toujours la vérité. Je ne me cacherai jamais derrière d'autres responsables. C'est le rôle du Président de la République de sortir un pays de la crise. Et je sais que je serai jugé sur les résultats. Mais je n'arrêterai pas, parce que j'ai la conviction que, dans la crise, le premier des responsables doit se battre à chaque minute et à chaque instant. Se battre contre l'adversité. Convaincre, y compris mes propres amis, que le chemin de la facilité n'est jamais le bon chemin. J'ai été élu et vous m'avez fait confiance pour apporter des réponses aux problèmes du pays. Ces réponses sont moins faciles à apporter que les questions à me poser. Mais je ne serai pas frappé par la malédiction de la mi-mandat où tout d'un coup on dit : « à la mi-mandat il faut atteindre la fin pour préparer le second, on a tellement travaillé pendant deux ans qu'il faut s'arrêter ». Non.

Quand on est un chef d'Etat, on travaille de la première minute de son mandat jusqu'à la dernière minute. Et les réformes, je continuerai à les faire. Pas par idéologie mais parce que je pense que c'est nécessaire. Et si je crois que c'est utile pour le pays, quoi qu'il dût m'en coûter, je vous les proposerai. Et je les mènerai parce que cela fait trop longtemps dans notre pays que ceux qui sont responsables connaissent parfaitement le chemin difficile qu'il faut emprunter mais préfèrent le réserver pour leur successeur. Ce n'est pas ma méthode de faire, je ne le ferai pas. J'étais très content de venir à Toulon pour partager cela avec vous.

Merci à tous.